

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 28/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAISON BURTIN DEPUIS 1933

22 rue Maurice Cerveaux
51200 Épernay

Références : d3i 2024-914
Code AIOT : 0005701586

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2024 dans l'établissement MAISON BURTIN DEPUIS 1933 implanté 22 RUE MAURICE CERVEAUX 51200 EPERNAY. L'inspection a été annoncée le 24/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale "Incompatibilités chimiques".

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAISON BURTIN DEPUIS 1933
- 22 RUE MAURICE CERVEAUX 51200 EPERNAY
- Code AIOT : 0005701586
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société MAISON BURTIN est une maison de champagne fondée en 1933 à Épernay.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Localisation des risques	Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 4.3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétention des stockages	Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 2.13	Sans objet
2	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 3.3	Sans objet
3	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 3.5	Sans objet
5	Consignes d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 4.8	Sans objet
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 4.2	Sans objet
7	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 7.1	Sans objet
8	Confinement des eaux du nouveau bâtiment de stockage	Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 2.14	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Attente du retour de l'industriel

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétention des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 2.13
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, autre que les raisins, moûts, vins et sous produits de la vinification, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">• 100% de la capacité du plus grand réservoir,• 50% de la capacité globale des réservoirs associés. Le stockage des moûts, vins et sous-produits de la vinification est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égale à la capacité de la plus grande cuve. [...] Les réservoirs ou les récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. [...]
Constats : Les produits dangereux présents sur le site sont des acides et de la soude, qui sont utilisés pour le nettoyage. Les fiches de données de sécurités sont disponibles sur le réseau du site. La fiche de l'acide phosphorique a été vue lors de la visite. Le stockage des acides et des bases se trouvent à des endroits différents. La soude est stockée à l'extérieur. La rétention pour la soude fait 2,028 m ³ et quatre GRV de 1 m ³ y sont stockés , ce qui fait 4 m ³ de produit. La rétention est bien supérieure à 50 % de la somme des produits stockés et supérieure à 100 % du plus grand contenant. Les acides sont stockés dans un bâtiment au niveau d'une zone fermée et cadenassée. La rétention fait 0,288 m ³ soit 288 L et onze bidons de 20 L sont stockés sur la rétention, ce qui fait un volume de 220 L. La rétention est bien supérieure à 50 % de la somme des produits stockés et supérieure à 100 % du plus grand contenant. D'autres bases sont stockées dans ce même bâtiment mais dans une autre zone cadenassée avec une rétention différente de celle des acides.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Connaissance des produits - étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Etiquetage
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation; les fiches de données de sécurité prévues par l'article R 231-53 du code du travail permettent de satisfaire à cette obligation. A l'intérieur de l'installation, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter, en caractères très lisibles, le nom des produits et les symboles de danger conformément, s'il y a lieu, à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : Lors de la visite la fiche de données de sécurité de l'acide phosphorique a été consultée. Dans les parties inspectées du site, les pictogrammes de phrase de danger sont bien indiqués sur les différents contenants des produits dangereux que ce soit pour les acides ou la soude.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées. Cet état indique leur localisation, la nature des dangers ainsi que leur quantité.
Constats : L'exploitant n'avait pas de suivi des matières stockées sur son site le jour de la visite. L'exploitant a transmis par courriel un tableau Excel de suivi des matières stockées le 24 octobre 2024 ainsi que les zones de stockage des produits.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation des risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation. L'exploitant détermine pour chacune des ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques). Ce risque doit être signalé.
Constats : Les zones Atex sont situées au niveau des postes de charge des chariots élévateurs, qui fonctionnent avec des batteries au plomb, et du fondoir à sucre. L'exploitant dispose d'une liste des lieux où les charges des batteries sont réalisées. A l'entrée des bâtiments et des zones par exemple tirage, cuiverie, il y a un rappel des différents risques présents dans le bâtiment. Par contre, il n'y a pas de marquage des zones Atex au niveau des zones de charge des chariots élévateurs. L'exploitant a fait réaliser une étude en 2024 par la société DEKRA pour recenser les différentes zones Atex et pour les matérialiser au niveau des zones concernées. L'exploitant a indiqué que le marquage sera fait en 2025. Les zones de stockage des matières sèches et informatique qui présentent un risque incendie disposent d'un système de détection automatique. Les locaux informatiques sont équipés d'un système d'extinction automatique.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit réaliser le marquage des zones Atex.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 4.8
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation
Prescription contrôlée : Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Ces consignes prévoient notamment : <ul style="list-style-type: none">• les modes opératoires;• la fréquence de contrôle de dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées;• les instructions de maintenance et de nettoyage;
Constats : Le suivi des différents équipements se fait via le registre de sécurité qui recense les différents contrôles à faire, la fréquence des contrôles et les rapports de visite. Le registre de sécurité a été vu. Les contrôles des extincteurs, alarmes, désenfumages sont bien faits tous les ans. Les rapports des contrôles sont archivés au même endroit sur le réseau de l'exploitant. L'exploitant dispose d'un fichier pour le suivi de l'entretien et de la maintenance. Cela permet de savoir s'il y a eu une panne, de savoir où et la durée entre le moment où la panne a été constatée puis soldée (réparation ou remplacement). La procédure pour tout ce qui concerne le nettoyage a été mise à jour en septembre 2024 et a été consultée lors de la visite. Elle indique la zone du nettoyage, l'appareil à nettoyer, les produits à utiliser, la procédure à suivre et la fréquence de nettoyage. Les actions de nettoyages sont archivées dans un cahier d'entretien qui est présent dans chacune des zones. Les cahiers n'ont pas été contrôlés lors de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Prescription contrôlée : [...] 2 poteaux d'incendie normalisés assurant un débit en simultanée de 120 m ³ /h sous 1 bar de pression dynamique ou à défaut un point d'eau d'une capacité de 120m ³ conforme aux dispositions de la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951. [...]
Constats : Deux poteaux incendies sont présents à proximité du site. Ils appartiennent à la ville d'Epernay qui s'occupe de leur entretien. Le jour de la visite, l'exploitant n'était pas en mesure d'indiquer les valeurs de débit de ces poteaux. L'exploitant a transmis par courriel le 24 octobre 2024 les valeurs des mesures réalisées par la mairie le 25 septembre 2024. Les débits maximums mesurés étaient de 162 m ³ /heure et de 143 m ³ /heure sous 1 bar.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses exploitations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise. [...] Les diverses catégories de déchets doivent être collectées séparément.
Constats : Des bennes pour les différents type de déchets sont présentes sur le site. Il est bien indiqué sur celles-ci quels types de produits elles peuvent recevoir.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Confinement des eaux du nouveau bâtiment de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/04/2004, article 2.14
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux
Prescription contrôlée : [...] Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés d'obturateurs de façon à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toutes circonstances localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
Constats : L'obturateur relatif au réseau de collecte des effluents qui était démonté lors de la visite de 2020 a bien été remonté. Il est fonctionnel. Il a été testé lors de la visite et peut fonctionner de manière électrique ou alors grâce à une poignée manuelle en cas de perte d'utilité. L'exploitant ne dispose pas d'une procédure d'entretien et de suivi des obturateurs de manière formalisée. L'exploitant a transmis par courriel le 24 octobre 2024 la procédure d'entretien et de suivi des obturateurs.
Type de suites proposées : Sans suite